

Prestations d'adaptation pour les travailleurs

ment n'ait pas jugé utile de consulter de nombreux groupes intéressés comme le Congrès du travail du Canada, ainsi que les différentes associations patronales et salariales avant de nous saisir de ce bill. J'espère que ceux-ci auront l'occasion de se faire entendre au moment de l'étude en comité.

J'aimerais dire un mot du chômage au Canada. A l'heure actuelle, il est supérieur à 8 p. 100, même si j'ai oublié de combien exactement. La plupart des gens reconnaissent que un million environ de Canadiens s'emploient activement à se chercher du travail. Nous le savons, beaucoup sont jeunes. Mais beaucoup sont également dans la trentaine, la quarantaine et la cinquantaine. Il est vraiment tragique que le gouvernement s'emploie à faire augmenter le chômage. Sauf erreur, le ministre des Finances (M. MacEachen) a déclaré il y a une semaine environ que nous ne saurions nous soucier de la hausse du chômage alors que nous luttons contre l'inflation. En fait, le ministre a présenté un budget qui ne fait que favoriser l'inflation.

● (1650)

Je viens de dire que le groupe où le chômage est le plus important est celui des personnes de 15 à 24 ans. Comme j'ai dit déjà, le nombre d'emplois en Ontario a diminué de 140.000, si je ne me trompe, à la suite des mises à pied de ces derniers mois, jusqu'au 9 décembre. Du point de vue de l'emploi, la situation est absolument critique dans beaucoup de régions du Canada, l'Alberta faisant exception. J'ai des statistiques devant moi, mais je ne vous les montrerai pas, monsieur l'Orateur. Elles ont été publiées récemment par l'OCDE et concernent les vingt-quatre pays de l'OCDE. Si l'on regarde la production industrielle, par exemple, le graphique pour l'année 1981 suit une ligne presque verticale vers le bas, comparé à celui pour les États-Unis, le Japon—l'Autriche est en mauvaise position également—la Finlande, la Norvège, la Belgique et même le Royaume-Uni.

Si l'on regarde le chômage, nous voyons que le Canada—je compare toujours les tendances que montrent les tableaux—est en moins bonne position que les États-Unis, l'Australie, la Belgique, l'Autriche, la Finlande, l'Allemagne de l'Ouest, l'Irlande, les Pays-Bas, le Norvège, la Suède et même le Royaume-Uni. Je précise que ces statistiques semblent avoir été préparées il y a à peu près quatre mois.

Si l'on regarde les tendances de l'ensemble du commerce, un rapide coup d'œil permet de constater que le Canada est dans une position plus défavorable que les États-Unis, le Japon, l'Australie, la Suède, la France, l'Italie, les Pays-Bas, l'Allemagne et ainsi de suite. Le Canada est en mauvaise position par rapport à presque tous les pays industrialisés, au moins à l'intérieur de l'OCDE, que ce soit l'agriculture, l'industrie manufacturière ou les exportations. Il est évident que l'économie du Canada se porte au moins aussi mal que celle de n'importe quel pays industrialisé du monde occidental.

On pourrait alors croire—et je pense que tous les députés et que tous les Canadiens sont au courant de ces choses-là—que puisque ça marche dans un pays comme l'Allemagne de l'Ouest, le Japon ou bien d'autres pays et que ça marche mal chez nous, il faudrait trouver une solution. Pas question! Nous voici en train de parler d'un projet de loi qui est censé aider, au moyen de subventions ou de cours de recyclage, des gens qui

ont été mis à pied. Dans tout ça, on ne parle pas du tout des raisons pour lesquelles l'économie se porte mal aujourd'hui. Qu'est-ce que nous faisons? Il y a trois semaines, on a présenté un budget qui constitue une catastrophe pour tous les secteurs imaginables de l'économie canadienne, sauf peut-être l'Association des banquiers canadiens et le Business Council on National Issues. Monsieur l'Orateur, si vous pouvez me citer un autre groupe, au sein de la société canadienne, qui ait quelque chose de positif à dire au sujet du budget, j'aimerais le connaître.

M. Collette: Douze millions de contribuables vont en profiter.

M. Kilgour: J'entends le génie de York-Est dire qu'il va profiter à 12 millions de contribuables. Je puis assurer à ce génie de York-Est que si des élections étaient déclenchées aujourd'hui—et j'aimerais vraiment que ce soit le cas—il ne serait pas parmi nous dans six semaines. Pourquoi le député ne déclenche-t-il pas des élections sur le budget, s'il pense qu'il est si fantastique?

Une voix: Il n'y a pas assez de députés présents.

M. Kilgour: Je les ai groupés par catégories, comme les propriétaires, les locataires. Et les locataires de la circonscription de York-Est (M. Collette), qui vont voir leur loyer sans doute doubler au cours des deux prochaines années?

M. Collette: C'est à cause du gouvernement de Bill Davis.

M. Kilgour: Et les propriétaires de York-Est qui verront leurs paiements hypothécaires, dans certains cas, presque doubler, si cela n'a pas été déjà le cas cette année?

M. Collette: C'est faux.

M. Kilgour: J'aimerais voir des chiffres pour le croire. Si le député peut me le prouver, qu'il me montre les chiffres.

M. Collette: C'est à vous d'apporter la preuve de ce que vous avancez.

M. Kilgour: J'aimerais connaître un seul aspect de cet horrible budget qui fait quelque chose pour aider les pensionnés ou les Canadiens à revenu fixe. Je remarque que même le génie de York-Est reste silencieux sur ce point.

Inutile de vous dire, monsieur l'Orateur, que des petites entreprises, qui, soit dit en passant, créaient de deux à trois emplois au Canada, jusqu'à tout dernièrement, sont effarées devant ce budget. Ainsi des représentants de l'Organisation canadienne pour la petite entreprise auraient déclaré que la politique fiscale du ministre des Finances s'attaque manifestement aux gens qui sont dans les affaires. La Fédération canadienne des entreprises indépendantes a qualifié le budget d'«effrayant». On l'a décrit à tort comme un budget Robin Hood. En fait, il prend aux entreprises et à la classe moyenne pour donner au gouvernement.

De fait, personne n'est aussi irrité au sujet du budget que les propriétaires de petites entreprises qui créent plus d'emplois que n'importe qui depuis plusieurs années. La chose est si évidente qu'on serait porté à dire: «Pourquoi venir nous dire que c'est un mauvais budget?» Tous les Canadiens, sauf le député de York-Est s'en rendent parfaitement compte.